

---

## RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL DÉCEMBRE 2016 – MARS 2017

---

Consœurs, confrères et amis,

Au début de la nouvelle année, nous avons l'occasion de rencontrer les membres du personnel à travers le pays. Cette année, nous avons eu des discussions productives sur la politique du Conseil exécutif national sur les négociations collectives, en commençant par l'Ontario et en finissant par le Québec.

La politique, adoptée en décembre 2016, est intitulée « Négociations collectives : Résister aux concessions et aux disparités de traitement et défendre la libre négociation collective – Aller de l'avant ». Elle souligne que les négociations sont de plus en plus difficiles, car les employeurs exigent des concessions et cherchent à obtenir des clauses de disparités de traitement, en même temps que les gouvernements de tous ordres restructurent les services fournis par nos membres et tentent de trouver encore d'autres façons de privatiser ces services.

La politique est semblable à celle qui a été adoptée en 2004 et renouvelée en 2009. Elle établit les paramètres généraux du plan du SCFP pour résister aux concessions et aux disparités de traitement et pour défendre notre droit à la libre négociation collective. Mais elle place aussi un nouvel accent sur la négociation de protections pour nos membres qui n'ont pas accès à des emplois permanents à plein temps et qui sont forcés d'accepter du travail précaire. Et elle demande aux sections locales de rendre prioritaire la question de la violence au travail à la table de négociation.

J'ai été impressionné par le dévouement, l'expérience et l'excellence des conseillers et conseillères tout au long de ces discussions. Il est clair qu'ils sont prêts à soutenir nos sections locales et les comités de négociation dans l'importante tâche qui les attend. À nos deux premiers congrès des divisions, à Regina et Red Deer, j'ai eu de bonnes conversations avec nos membres de cette politique. Je suis impatient de discuter de cette politique aux congrès des divisions de ce printemps.

La clé du succès de cette politique renouvelée sur les négociations est de fournir aux dirigeants de nos sections locales les outils dont ils ont besoin pour mettre en œuvre la politique dans leurs propres sections locales, secteurs et régions.

Notre conférence « Bâtir des sections locales fortes », qui aura lieu en avril, est un bon point de départ. Des centaines de dirigeants de sections locales se rassembleront à Halifax pour mettre à jour leurs compétences grâce à une série d'ateliers portant sur l'engagement des membres, la force dans les négociations, la collaboration avec des groupes communautaires alliés, les différents styles de leadership et les moyens à prendre pour assurer le bon fonctionnement d'une section locale. Après la conférence, nous remettrons aux sections locales et aux organismes à charte les outils, les ressources et les rapports qui auront été préparés pour l'occasion.

## **Internationale des services publics**

En février, à Washington, j'ai assisté à la réunion de la sous-région de l'Amérique du Nord de l'Internationale des services publics (ISP), dont l'hôte était *l'American Teachers' Federation*. Nos homologues américains nous ont parlé des effets du premier mois de l'administration Trump pour les syndicats du secteur public. Nous avons aussi discuté des préparatifs entrepris pour le Congrès mondial de l'ISP, qui aura lieu en octobre.

## **Commerce**

Aux réunions de l'ISP, nous avons également parlé du statut des divers accords de commerce et de l'état des campagnes de riposte.

Il a beaucoup été question de la réouverture imminente de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). La protection des services publics est bien sûr l'une de nos grandes préoccupations dans ces négociations, tout comme le fait que le président américain semble cibler tout particulièrement le Mexique. Le SCFP a dit vouloir éviter que les travailleurs se dressent les uns contre les autres dans une course vers le bas. Nous devons plutôt faire preuve de solidarité transfrontalière pour protéger et soutenir les travailleurs de chaque pays. Au début de mars, j'ai participé avec le CTC à une rencontre avec la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, et j'en ai profité pour faire valoir nos préoccupations.

L'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne a été adopté. Il entre donc en vigueur, provisoirement, en 2017. Mais plusieurs votes doivent encore être tenus par des administrations locales et régionales en Europe, et il reste des poches de résistance. Nous continuons à suivre l'évolution de l'AÉCG, surtout en ce qui a trait au controversé mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), toujours dans les limbes.

## Le point sur les lois fédérales

**Le projet de loi C-4**, qui sert à abroger les lois C-377 et C-525 (les pires lois antisyndicales mises en place par le gouvernement Harper), était toujours bloqué au Sénat au début de mars. Nous espérons qu'il recevra enfin la sanction royale et qu'il entrera en vigueur en avril mais, à l'évidence, ce n'est pas une priorité pour le gouvernement libéral.

Il est inacceptable de prendre autant de temps pour abroger ces entraves à nos droits syndicaux. Surveillez notre site Web et *SCFP Aujourd'hui* pour savoir quand la loi sera enfin adoptée.

Malgré tous nos efforts, **le projet de loi C-26** a été adopté, sans amendements, en décembre. Il fait toujours fi des périodes « d'exclusion » pour élever des enfants (utilisées surtout par les femmes) et pour les personnes touchant des prestations d'invalidité du RPC. Toutefois, il est encore temps, avant l'entrée en vigueur de la bonification du RPC, de corriger la situation et nous espérons que c'est ce qui arrivera.

Nous avons réussi dans une certaine mesure à convaincre le gouvernement de revoir le **projet de loi C-27**, une loi à la Harper qui s'en prend aux régimes de retraite à prestations déterminées. La loi C-27 permettra aux employeurs régis par la réglementation fédérale de transformer rétroactivement une promesse de régime de retraite à prestations déterminées en régime « à prestations cibles », plus risqué, et de faire pression sur les travailleurs et les retraités pour qu'ils renoncent aux avantages déjà acquis.

Poussé par de nombreux militants des régimes de retraite de tout le mouvement syndical, le ministre responsable consulte les différents intervenants avant de passer au débat sur la loi. Nous espérons convaincre le gouvernement de retirer entièrement le projet de loi et d'envisager une autre loi pour régler certains cas légitimes où des alternatives à un régime de retraite à prestations déterminées pourraient être la meilleure option viable.

Traditionnellement, mars est le mois du budget pour le gouvernement fédéral. Étant donné que le ministère des Finances a bien de la difficulté à respecter les promesses faites à la « classe moyenne », nous lui avons fourni des conseils par le biais d'un mémoire lors des consultations prébudgétaires. Nous avons ensuite envoyé une lettre de suivi au ministre Morneau. Nous pensons que le problème de revenus du gouvernement ne peut se régler que par l'élimination d'échappatoires fiscales et autres allègements injustes qui profitent aux plus riches. En s'attaquant à ces manques à gagner, le gouvernement pourra commencer à respecter les nombreux engagements qu'il a pris envers les travailleurs et leurs familles. Bien entendu, nous ne retenons pas notre souffle.

## Congrès du travail du Canada (CTC)

L'assemblée générale triennale du CTC aura lieu à Toronto, du 8 au 12 mai 2017, et nous sommes heureux qu'une solide délégation du SCFP y participe. Le CTC a envoyé les lettres de créance directement aux sections locales à la mi-décembre. Si, pour une raison ou pour une autre, votre section locale n'a pas reçu ses lettres de créance ou que vous ne connaissez pas le nombre de lettres de créance auxquelles vous avez droit, vous pouvez communiquer directement avec le CTC ou avec mon bureau.

C'est avec une grande tristesse que nous avons dit adieu au confrère Bob White, ex-président du CTC et époux de Marilyn White, ancienne membre du personnel du SCFP. Tout au long de sa vie, Bob a lutté pour les droits des travailleuses et travailleurs au Canada et ailleurs dans le monde. Il a été le premier président des Travailleuses et travailleurs canadiens de l'automobile et a joué un rôle clé dans les luttes contre l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Il a toujours été un solide allié du SCFP et il a été un ami personnel et un mentor pour beaucoup d'entre nous.

## Négociations collectives, grèves et lock-outs

Huit grèves ont eu lieu entre décembre et mars. Toutes sauf trois sont réglées.

PROVINCE	S. L.	EMPLOYEUR	N <sup>bre</sup> de MEMBRES	DÉBUT	DURÉE (jours)
Ontario	2974	Conseil de la bibliothèque du comté d'Essex	58	25 juin 2016	235
Ontario	4914	Société d'aide à l'enfance de Peel	435	18 sept. 2016	91
Ontario	2049	Société d'aide à l'enfance de Nipissing et Parry Sound	127	Lock-out 23 déc. 2016	En cours
Ontario	32	Cols bleus de la Ville de Cambridge	171	2 février 2016	7 jours
Ontario	1882	Cols blancs de la Ville de Cambridge	1 673	17 février 2016	7 jours

PROVINCE	S. L.	EMPLOYEUR	Nbre de MEMBRES	DÉBUT	DURÉE (jours)
Ontario	4155	Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien	283	14 février 2016	7 jours
Ontario	2073	Société canadienne de l'ouïe	227	6 mars 2017	En cours
Québec	2500	Université Laval	1 800	8 février. 2016	En cours

### **Section locale 2049 – Société d'aide à l'enfance (SAE) de Nipissing et Parry Sound – Ontario**

Mise en lock-out à peine deux jours avant Noël, cette section locale de 127 membres était prête à affronter son employeur. Peu avant le lock-out, ce dernier avait demandé un vote supervisé sur la dernière offre, que les membres ont clairement rejetée. Il exige des concessions au chapitre des congés de maladie et refuse de régler un problème de charge de travail réel et persistant. Les membres de la section locale travaillent dans une région géographique très étendue. Malgré tout, le moral est élevé. Les membres ont organisé diverses activités pour appuyer leur grève : cliniques de sang, campagnes de dons aux banques alimentaires locales et rencontre d'élus à Queen's Park, entre autres.

### **Section locale 2500 – Université Laval – Québec**

Le Syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL) représente 1 900 employés de soutien de l'Université Laval. La convention collective est échue depuis avril 2016. Les parties négocient depuis la mi-avril et se sont rencontrées en conciliation à partir de la fin novembre.

L'employeur a présenté des demandes extraordinaires concernant la dotation et la sécurité d'emploi et le syndicat refuse de faire des concessions aussi importantes. Les négociations achoppent également sur le régime de retraite qui doit être restructuré conformément à la loi 13 (*Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire*). Le syndicat souhaite conserver l'indexation des rentes des retraités alors que la rente moyenne se situe à environ 21 000 \$ par an.

Des journées de grève ont eu lieu à la fin février (une demi-journée le 9 février, les journées des 15-16 février, puis à compter du 21 février). L'employeur a obtenu de la Cour supérieure une injonction qui restreint le piquetage. Aucune ligne de piquetage ne peut ralentir l'accès au campus.

### **Section locale 2073 – Société canadienne de l'ouïe – Ontario**

Répartis dans 20 bureaux partout en Ontario, les 227 membres de cette section locale ont confié à leur comité de négociation un mandat de grève sans précédent après avoir travaillé sans contrat pendant quatre ans. L'employeur cherche à obtenir d'importantes concessions aux chapitres des congés de maladie, des indemnités de congé annuel à la retraite et de la représentation syndicale. Il veut aussi que certains postes soient retirés de la convention collective et il a offert des hausses salariales de 0 % au cours des quatre dernières années.

Les propositions relatives aux congés de maladie sont la première étape d'une attaque à deux volets. L'employeur est déjà passé à un régime d'invalidité de courte durée pour les postes qui ne font pas partie de l'unité de négociation. Les membres sont en colère contre l'employeur et, pour la première fois de leur histoire, ils prennent les mesures nécessaires pour obtenir une convention collective qui valorise et respecte leur travail.

### **Section locale 2974 – Conseil de la bibliothèque du comté d'Essex – Ontario**

Les membres de la section locale 2974 ont dû faire la grève lorsque leur employeur a proposé de remplacer les actuelles clauses de congés de maladie de la convention collective par un régime inférieur. Pour résoudre ce conflit, la section locale a soumis 10 propositions sur la question litigieuse, en vain. L'employeur n'a pas bougé.

Cependant, un autre syndicat et une autre unité de négociation de la section locale 2974 avaient accepté la concession exigée par l'employeur sur les congés de maladie. Les grévistes ont donc été forcés d'accepter une clause dont ils ne voulaient pas. Ils ont minimisé les dommages, sans toutefois échapper à la clause régressive proposée, tout cela à cause du manque de solidarité des autres. Ces membres peuvent marcher la tête haute, car ils ont mené une bataille difficile.

Le conseil municipal du comté d'Essex et le conseil de la bibliothèque du comté d'Essex ont foulé aux pieds la démocratie en refusant aux citoyens le droit de se prononcer sur les effets d'un manque de services de bibliothèque dû aux mesures prises par l'employeur. Les élections municipales devraient être intéressantes dans le comté d'Essex.

### **Section locale 4914 – Société d'aide à l'enfance (SAE) de Peel – Ontario**

Les membres ont déclenché la grève après neuf mois de négociations très lentes sur des enjeux d'importance pour la section locale 4914. Pendant ces neuf mois, il y a eu peu de discussion à la table car les tactiques de négociation de l'employeur visaient à paralyser les pourparlers.

Au début de novembre, l'employeur a refusé de soumettre les enjeux en litige à l'arbitrage exécutoire. Il a plutôt tenté de contourner l'exécutif de la section locale et du comité de négociation en postant directement à chaque employé sa présumée offre finale. Pour bien montrer leur solidarité et leur force, les membres ont voté à 95 % contre la tenue d'un vote pour se prononcer sur cette proposition régressive. La tactique a mis en évidence le refus de l'employeur de trouver une solution acceptable à des enjeux très importants.

À la mi-décembre, l'employeur a accepté l'arbitrage exécutoire et la grève a pris fin. La section locale a été ravie d'apprendre, à la fin janvier, qu'un arbitre avait émis une décision limitant le nombre de nouveaux dossiers affectés chaque mois à un groupe et réduisant la limite du nombre de dossiers pour trois groupes de travailleurs.

### **Section locale 32 – Cols bleus de la Ville de Cambridge – Ontario**

Les membres de cette section locale ont déclenché la grève pour obtenir la parité salariale avec des municipalités comparables de la région. Ces membres étaient les moins bien payés. Après sept jours de grève, les membres ont obtenu un rajustement salarial immédiat de 1,25 \$ l'heure avant des hausses salariales générales de 2 % pour chaque année d'une entente de quatre ans. En outre, les parties établiront un plan conjoint d'évaluation des emplois qui tient aussi compte des salaires du marché.

### **Section locale 1882 – Cols blancs de la Ville de Cambridge – Ontario**

Presque tout de suite après la grève de la section locale 32, les 171 membres de la section locale 1882 ont déclenché la grève contre le même employeur pour résister aux concessions. Pendant la ronde de négociations qui a immédiatement précédé la grève, la section locale avait accepté une entente sans hausses de salaire en échange d'un programme conjoint d'évaluation des emplois qui protégerait les droits des membres dont les emplois étaient davantage payés que le taux normal. Ces membres continueraient à toucher des augmentations de salaire.

Dans la ronde de négociations suivante, l'employeur a déposé des propositions visant à éliminer la clause de droits acquis. La section locale a pu négocier des dispositions qui permettaient à ces membres de continuer à recevoir des hausses à un taux inférieur au taux normal. Le plan conjoint d'évaluation des emplois a été modifié et il comprendra un examen des salaires du marché. Des augmentations de 1,7 % rétroactives au 1<sup>er</sup> janvier 2016 avec 2 % de plus à chaque 1<sup>er</sup> janvier de 2017, 2018 et 2019 ont aussi été obtenues.

## **Section locale 4155 – Conseil scolaire de district catholique de l’Est ontarien – Ontario**

Après presque deux ans et demi sans convention collective, les 283 membres de la section locale 4155 n’ont eu d’autre choix que de faire la grève. Cette unité de négociation était la dernière des 110 sections locales des conseils scolaires de l’Ontario à obtenir une convention collective après sept jours de grève et un marathon de négociations.

L’employeur a eu recours à des briseurs de grève pour garder les écoles ouvertes. En plus de régler les enjeux litigieux concernant les affichages de postes, la section locale a ratifié une prolongation de la convention collective qui règle les ententes centrales et locales jusqu’au 31 août 2019.

### **Le point sur les régions**

#### **ATLANTIQUE**

##### **Terre-Neuve-et-Labrador**

Une nouvelle ronde de négociations centralisées a commencé avec le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador. La commission scolaire anglophone, les régies de la santé de l’est et de l’ouest, le conseil des bibliothèques provincial, la société de logement de T.-N. et les maisons de transition et foyers de groupe y participent. Le gouvernement veut obtenir des concessions qui ramèneraient nos conventions collectives au niveau de protection des normes du travail et propose un gel salarial de quatre ans. Il prône l’austérité même s’il est urgent d’investir dans l’économie pour stimuler la croissance économique. Au début mars, le gouvernement provincial a miné les négociations alors que la ministre des Finances, Cathy Bennett, a dévoilé publiquement des détails sur la négociation en cours. On est loin d’une négociation de bonne foi.

Le SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador, de concert avec le Front commun de T.-N., s’est montré fermement opposé à la direction économique prise par le gouvernement. Le SCFP a affirmé qu’une période de récession n’est pas le meilleur moment pour tenter de rétablir l’équilibre budgétaire et éliminer des emplois. Il y a d’autres façons d’augmenter les revenus pour combler le déficit tout en réinvestissant dans les services publics pour stimuler les économies locales.

Le SCFP croit que le gouvernement Ball doit changer d’orientation politique dans deux importants dossiers : la fermeture de bibliothèques provinciales publiques et le recours au modèle du PPP pour l’hôpital de soins actifs et les établissements de soins de longue durée de Corner Brook.

## Nouvelle-Écosse

La lutte des enseignants de la Nouvelle-Écosse a pris un nouveau virage au début de l'année lorsque le gouvernement libéral de Stephen McNeil a adopté une loi qui impose des conditions de travail à ses 10 000 enseignants. Après le rejet d'un troisième accord de principe par les membres du NSTU (*Nova Scotia Teachers Union*), le gouvernement n'est pas revenu à la table de négociation. Il a plutôt tenu des sessions marathons à l'assemblée législative pour faire adopter la loi 75 qui mettrait fin à tout moyen d'action au travail entrepris par les enseignants de la province. Encore une fois, le SCFP-N.-É. s'est montré solidaire pour défendre le droit à la libre négociation collective. Les membres ont participé à des manifestations organisées devant l'assemblée législative pour faire entendre leur voix. Le gouvernement McNeil s'en prend aux services publics et au droit fondamental à la grève et à la libre négociation collective. La loi touche des milliers de travailleurs du secteur public de toute la province en créant une atmosphère d'extrême méfiance entre les membres des syndicats et leur gouvernement, d'autant plus que le projet de loi 148 (*Public Services Sustainability Act*) continue de planer au-dessus de la tête de nos membres pendant les négociations.

Aux prochaines élections, le SCFP ne se privera pas de rappeler aux électeurs de la Nouvelle-Écosse la manière dont le gouvernement libéral a traité les enseignants et les travailleurs de l'éducation et la crise qu'il a créée alors qu'il n'avait qu'à négocier de bonne foi pour trouver des solutions aux problèmes du système d'éducation de la province.

Dans le secteur de la santé, les négociations ont achoppé. En effet, les employeurs ont refusé de déposer leurs propositions sur certains avantages sociaux importants, comme les congés de maladie et les régimes collectifs d'assurance-maladie et d'assurance-vie. Pour mettre fin à l'impasse et reprendre les négociations sur l'entente dans le secteur de la santé, le Conseil des syndicats a déposé une plainte à la Commission des relations de travail dans laquelle il demande à la Commission d'ordonner aux employeurs « de préparer et de présenter sans délai une proposition complète de convention collective destinée à l'unité de négociation du secteur de la santé ».

En janvier, le gouvernement McNeil a franchi un autre pas vers l'adoption d'un modèle de partenariat public-privé pour le réaménagement du Centre des sciences de la santé QEII de Halifax en demandant aux fonctionnaires de tenir compte des compétences des fournisseurs de PPP pour la conception, la construction, l'entretien et le financement de l'hôpital. Le SCFP-N.-É., la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse et la Coalition de la santé de la Nouvelle-Écosse ont dénoncé la décision.

## MARITIMES

### Nouveau-Brunswick

Une menace de privatisation plane encore sur le secteur de la santé du Nouveau-Brunswick. Cette fois, les services alimentaires, d'entretien et de transport de patients des établissements de santé de la province sont dans la mire du gouvernement libéral. Il souhaite sous-traiter ces services à l'entreprise Sodexo. Cette décision met directement en péril les emplois en question, mais aussi l'économie locale puisque Sodexo ne sera pas tenue de s'approvisionner localement. Le SCFP est au front pour dénoncer cette mauvaise orientation du gouvernement Gallant.

Le Nouveau-Brunswick a connu à la fin janvier d'importantes pannes qui ont privé d'électricité des dizaines de milliers de résidents du nord-est de la province. Je tiens à remercier tous les employés des services publics qui ont été appelés en renfort, de même que ceux et celles qui ont dû travailler dans ces conditions difficiles.

Côté politique provinciale, le chef du NPD-N.-B. Dominic Cardy a annoncé sa démission le jour de l'An. Monsieur Cardy n'était pas un allié du mouvement syndical. Depuis cette annonce, le membership du parti a sensiblement augmenté; les efforts du SCFP pour recruter et rebâtir notre parti donnent des résultats. Il sera important d'avoir une voix forte pour faire face aux politiques d'austérité des libéraux et aux projets de privatisation.

### Île-du-Prince-Édouard

À l'Île-du-Prince-Édouard, le gouvernement provincial a annoncé des processus d'examen (« *Review* ») à la fois des services policiers et des écoles publiques. Je tiens à remercier les membres et le personnel du SCFP qui ont participé aux consultations pour défendre les services publics et les conditions de travail des employés de ces services.

Des campagnes ont lieu à l'Î.-P.-É. pour mettre en lumière la violence subie par les employés de soutien en éducation ainsi que pour dénoncer le fait que nombre de conducteurs ne respectent pas les feux rouges qui gardent les étudiants en sécurité autour des autobus scolaires. Ces campagnes sont importantes pour assurer la santé et la sécurité au travail de nos membres, ainsi que la sécurité des étudiants.

## Québec

La campagne-marathon de votes d'allégeance syndicale dans le secteur de la santé s'est terminée à la fin février et nous sommes en attente du dépouillement des votes à travers la province. Les membres, les militants, les élus et le personnel du SCFP ont travaillé d'arrache-pied pour rejoindre le plus grand nombre possible de salariés du réseau de la santé afin de répondre aux questions et bien faire connaître les avantages de se joindre au SCFP. « Une grande aventure », a commenté l'une de nos conseillères. En effet, et je sais que le défi a été relevé avec professionnalisme, dévouement, intégrité et solidarité à travers notre syndicat. Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont donné temps et énergie à cette campagne. Nous espérons que les résultats seront à la hauteur de la compétence de l'équipe au Québec! Déjà les dépouillements qui ont eu lieu au début mars ont été très encourageants, avec des gains en Estrie et en Abitibi.

Par ailleurs, les négociations ont continué de porter fruit au Québec. Je souligne tout particulièrement l'entente qualifiée d'« historique » par la section locale 1375 au terme de négociations fructueuses avec les employeurs des ports de Trois-Rivières et Bécancour. De même, il faut féliciter les sections locales 5197 (St-Georges de Beauce) et 5297 (Hôpital Ste-Anne) qui ont toutes deux conclu une première convention collective depuis leur arrivée au SCFP.

Dans le secteur universitaire, les étudiants et les membres du SCFP du Conseil provincial du secteur universitaire ont manifesté pour dénoncer les compressions du gouvernement Couillard en éducation et particulièrement dans les universités québécoises. Ces compressions touchent directement les employés de soutien et donc les services aux étudiants.

## Ontario

Comme vous avez pu le constater dans la section consacrée aux négociations collectives, grèves et lock-outs de ce rapport, l'Ontario a été notre région la plus active. Nos membres luttent contre les mesures d'austérité que l'on veut imposer à la table de négociation et résistent aux demandes de concessions et de disparité de traitement.

Il y a quand même eu quelques résultats positifs à la table de négociation. En effet, 55 000 travailleurs de l'éducation de l'Ontario ont récemment ratifié une prolongation de leur convention collective jusqu'au 31 août 2019. L'entente comprend des hausses salariales de 4 % réparties sur la durée de la convention et une augmentation pour l'inflation de la fiducie d'avantages sociaux qui a été négociée au cours des pourparlers précédents. Elle prévoit aussi d'importants investissements dans l'éducation spécialisée, l'éducation de la petite enfance et les services de bureau et de travail de garde. Ces investissements contribueront à maintenir les postes dans certains domaines où des conseils scolaires ont imposé des compressions très dures. De plus, du financement sera consacré à des stages et au perfectionnement professionnel.

L'économie locale du Grand Sudbury sera privée de 6,4 millions de dollars par année si la buanderie des services hospitaliers de Sudbury ferme. De plus, 50 personnes perdront leur emploi. C'est la conclusion à laquelle arrive l'analyse indépendante sur les impacts économiques commandée par le Grand Sudbury au début de janvier pour évaluer les effets de la décision de Health Sciences North (HSN) de mettre fin à son contrat avec la buanderie de l'hôpital et de recourir aux services d'un fournisseur de Hamilton. En faisant part de son intention, à l'automne 2016, de mettre fin à près de 50 ans de collaboration avec Sudbury Hospital Service (SHS), HSN a soutenu qu'il réaliserait des économies annuelles d'environ 500 000 \$. Dans une communauté qui souffre d'un taux de chômage élevé, la population appuie solidement la section locale 2841 et le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO) dans la lutte pour garder la buanderie ouverte.

À la fin de 2016, j'ai assisté à une conférence de presse pour le lancement de la campagne « Kicked to the Curb » de la section locale 416. Les membres s'opposaient à la proposition du maire de Toronto John Tory qui voulait donner en sous-traitance la collecte des ordures à Toronto. Le maire Tory a ciblé directement les membres de la section locale 416 dans sa campagne électorale en promettant de privatiser la collecte des ordures ménagères dans le quartier est de la ville.

Depuis la fin de novembre, la section locale 416 du SCFP a mené une campagne d'information sur la privatisation des services de collecte des ordures ménagères auprès des citoyens de Toronto. La campagne diffusait trois messages : les chiffres présentés par le maire sont inexacts, la privatisation ne génère pas d'économies et toute décision en faveur de la privatisation serait essentiellement basée sur des motifs idéologiques. Ces messages ont été transmis aux citoyens par une ambitieuse campagne menée sur le terrain dans laquelle des membres, des bénévoles et des alliés ont fait du porte-à-porte, des appels téléphoniques et de la distribution de dépliants dans toute la ville. Des conférences de presse, des publicités radios et des conférenciers de grand calibre invités à des assemblées municipales ont permis de faire passer le message dans les médias.

Grâce à un immense appui populaire et aux pressions exercées par le public, la section locale 416 du SCFP a pu joindre les conseillers de toutes tendances politiques et les convaincre que le projet de privatisation du maire ne tenait pas la route. Voyant que son plan serait rejeté, le maire Tory a lui-même présenté une motion visant à renvoyer un rapport de la ville au personnel afin que la collecte de Scarborough fasse l'objet d'un appel d'offres. La motion, dont le ton était extrêmement favorable à la section locale 416 du SCFP, a été adoptée au conseil à 40 contre 4.

Pendant la période visée par le présent rapport, j'ai participé et pris la parole à la conférence du CSHO sur la violence, ainsi qu'aux conférences annuelles du Comité de coordination des conseils scolaires de l'Ontario et du Comité de coordination des travailleuses et travailleurs d'université de l'Ontario. Nos militants de l'Ontario sont actifs et ont élaboré d'excellents plans pour appuyer leurs secteurs.

## **Manitoba**

Le gouvernement de Brian Pallister blâme toujours son prédécesseur pour la soi-disant crise financière, qu'il utilise comme prétexte pour s'attaquer aux services publics et aux travailleurs qui les fournissent. Il menace d'imposer d'importantes compressions dans les services, en plus de reculs salariaux. Comme la plupart des conventions collectives provinciales doivent expirer, il s'agit d'un défi important pour le mouvement syndical.

Le premier ministre a aussi réfléchi tout haut à la réorganisation des soins de santé et beaucoup pensent que ce n'est qu'une question de temps avant que son gouvernement s'attaque aussi à la restructuration du système d'éducation. Ces changements pourraient entraîner des votes d'allégeance dans les deux secteurs.

J'ai eu le plaisir de me joindre à nos dirigeantes et dirigeants de sections locales de toute la province dans le cadre de la réunion de tous les présidents à la fin de janvier. Nous avons discuté des défis qui attendent nos membres et commencé à jeter les bases d'un plan de lutte pour protéger les services publics et résister aux mesures d'austérité.

J'ai hâte de retourner à Winnipeg à la fin de mars pour participer à la conférence de mi-mandat de la Fédération du travail du Manitoba, où des dirigeants syndicaux de toute la province se rassembleront pour élaborer un plan de riposte au gouvernement Pallister.

## **Saskatchewan**

Le premier ministre Brad Wall n'a pas d'ancien gouvernement néo-démocrate à blâmer, mais il invoque quand même une crise financière et un déficit de 2,1 milliards de dollars.

Bien entendu, les budgets sont une question de choix. Au lieu de trouver une solution à son problème de revenus, le gouvernement Wall impose des compressions aux services publics et aux travailleurs qui les fournissent. Le premier ministre a publiquement évoqué la possibilité de reculs salariaux et de journées de congé non payées pour les travailleurs et, dernièrement, il a écrit aux dirigeants syndicaux de la province pour les aviser que le gouvernement chercherait à obtenir des concessions équivalent à 3,5 %. En même temps, il menace de faire des mises à pied en entreprenant une réorganisation à grande échelle des soins de santé et de l'éducation.

Treize régies régionales de la santé seront fusionnées en une seule régie provinciale. Nous croyons que cela mènera à des votes d'allégeance pour les près de 30 000 travailleuses et travailleurs de soutien en santé de la province. Le gouvernement songe aussi à obliger les conseils scolaires à se fusionner, malgré une opposition forte de la population.

Sur une note positive, une manifestation organisée par le SCFP a attiré plus d'un millier de personnes devant l'Assemblée législative à Regina la Journée internationale des femmes pour protester contre le programme destructeur de Brad Wall. Dans la foulée d'une victoire décisive obtenue aux élections partielles tenues dans le comté de Saskatoon-Meewasin la semaine avant, on peut penser que l'opinion publique commence à se retourner contre le gouvernement.

Nous avons obtenu une importante victoire devant la Commission des relations de travail de la Saskatchewan en janvier. En effet, la demande de la bibliothèque publique de Saskatoon, qui voulait retirer de l'unité de négociation de la section locale 2669 du SCFP les employés ayant des responsabilités de supervision, a été rejetée. La Commission a jugé que la nouvelle loi ne s'applique que lorsqu'un syndicat veut recruter un nouveau groupe de travailleurs. Elle ne peut pas s'appliquer aux actuelles unités de négociation, en partie parce que cela nierait aux employés leur droit de choisir leur syndicat et leur droit fondamental à la représentation syndicale.

## **Alberta**

Bien entendu, c'est toujours un plaisir de se retrouver dans une province où le climat politique est favorable et où le gouvernement accorde la priorité à l'intérêt des travailleurs et de leurs familles, par exemple en haussant le salaire minimum à 15 \$ l'heure, en gelant les frais de scolarité en éducation postsecondaire, en augmentant le financement accordé à l'éducation, en éliminant une taxe sur la santé inéquitable et en annulant la privatisation des services de laboratoire des hôpitaux.

Il reste bien sûr beaucoup à faire pour effacer des années de régime conservateur, mais la première ministre Notley et son caucus sont une inspiration pour nos membres aux prises avec des mesures d'austérité dans les autres provinces.

J'ai participé à la réunion de tous les présidents à Calgary, au début de février, et j'ai pu entendre nos leaders locaux parler des défis qu'ils doivent relever et de l'extraordinaire travail qu'ils font dans leurs collectivités et dans leurs milieux de travail.

## **Colombie-Britannique**

La section locale 7000 du SCFP, qui représente 750 employés des opérations, de l'entretien et de l'administration de SkyTrain, a produit une vidéo soulignant le travail de ses membres qui desservent jusqu'à 250 000 voyageurs du Lower Mainland chaque jour. La vidéo intitulée « Making SkyTrain Work » présente deux préposés et trois opérateurs de contrôle de SkyTrain qui parlent de leur travail, des défis qu'ils doivent relever et des solutions possibles, en plus de faire des recommandations à leur employeur.

La vidéo a été publiée après la ratification par les membres de la section locale 7000 d'une convention collective de trois ans avec la British Columbia Rapid Transit Company. Elle met un visage sur les gens qui font fonctionner le système SkyTrain et donne voix à la fierté des membres dans leur travail et les défis qu'ils doivent relever quotidiennement. En général, le public ne sait pas que l'infrastructure est vieillissante et que le système connaît beaucoup de ratés. Cette vidéo porte sur l'avenir du SkyTrain.

Après 16 années de politiques qui profitent aux riches et aux bien branchés, tout en rendant la vie plus difficile pour les Britannico-Colombiens à revenu faible et moyen, le dernier budget des libéraux de la C.-B. avant les élections de mai n'apporte que quelques changements de nature cosmétique et en fait très peu pour partager la prospérité économique de la province. Des mesures qui aident les riches – comme un crédit d'impôt pour dividendes destiné aux actionnaires – entrent en vigueur presque immédiatement, mais les réductions de la taxe MSP (régime de services médicaux) ne seront pas en vigueur avant 2018. Les priorités du gouvernement ont au moins le mérite d'être claires. Et les écoles privées reçoivent encore une fois une plus grande part des hausses budgétaires que les écoles publiques. Fait remarquable, le budget de cette année ne mentionne pas du tout les plus de 900 Britannico-Colombiens morts de surdoses de Fentanyl l'an dernier. Les sections locales et les militants sont bien déterminés à défaire ce gouvernement le 9 mai, lorsque les électeurs iront aux urnes.

Michael Lanier, militant et dirigeant de longue date de la section locale 1936 du SCFP, est décédé le 12 janvier. Pendant plus d'une décennie, Michael a été vice-président régional du SCFP-C.-B., où il représentait le Grand Vancouver. Il est devenu membre du SCFP en 1997 lorsqu'il a syndiqué son milieu de travail, qui offrait du soutien aux personnes autistes. Il a été élu premier président d'unité à la section locale 3999-34. Il a commencé à participer aux négociations provinciales coordonnées en 1998 pour le secteur des services sociaux communautaires et il a continué jusqu'à sa mort. Michael a aidé à former la section locale 1936 du SCFP (Travailleuses et travailleurs des services sociaux communautaires du Grand Vancouver) et a été le deuxième président de la section locale dans sa forme élargie représentant les travailleuses et travailleurs des services sociaux et des services de garde à l'enfance. Il a aussi siégé au Comité des services sociaux communautaires du SCFP-C.-B. et au Groupe de travail sur les services de garde à l'enfance, en plus d'être coprésident du Groupe de travail national sur la garde à l'enfance du SCFP. Il a en outre coprésidé la première conférence nationale du SCFP sur les services sociaux. Un vrai leader qui nous manquera beaucoup.

## **Division du transport aérien**

À la mi-janvier, les agents de bord de Sunwing ont confié un solide mandat de grève à leur comité de négociation, qui est retourné à la table de négociation armé d'un vote de grève de 94,6 %. Un accord de principe a été conclu et les membres de la section locale 4055 ont ratifié leur nouvelle convention collective à 89,7 %. L'entente, qui améliore considérablement les conditions de travail de près de 1 000 agents de bord, sera en vigueur pendant cinq ans.

## **Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)**

Tout comme leurs homologues du SCFP-C.-B., les membres du Syndicat des employés d'hôpitaux veulent se débarrasser du gouvernement libéral de la Colombie-Britannique et faire élire le néo-démocrate John Horgan.

Un rapport du *Seniors Advocate* montre que plus de 90 % des établissements pour personnes âgées de la province manquent de personnel, comparativement à 82 % l'an dernier. La crise de dotation en personnel s'aggrave. Le gouvernement n'a pas profité de son budget de février pour injecter le financement nécessaire afin de ramener les foyers de soins aux normes minimums prévues dans les lignes directrices de la province.

La crise de dotation en personnel dans les soins en établissement s'aggravera également si rien n'est fait pour régler le problème constant de la sous-traitance et des reventes de contrats, qui perturbent les soins dans toute la province. Des exploitants privés peuvent sous-traiter et revendre des contrats comme bon leur semble, en mettant à pied des équipes entières de personnel dans le processus. Cette pratique brise la continuité et la qualité des soins prodigués aux personnes âgées.

Le SEH a produit deux vidéos qui sont bien en vue sur la page d'accueil de son site Web. Elles sont brèves mais remplies d'information. L'une décrit le fonctionnement du SEH et l'autre est l'histoire racontée en trois minutes des luttes et des réalisations du SEH depuis sa création en 1994. Pour les voir, allez à [www.heu.org](http://www.heu.org).

### **Rapport sur le recrutement**

Du 1<sup>er</sup> décembre 2016 au 28 février 2017, le SCFP a recruté 284 nouveaux membres répartis dans 13 unités de négociation. Dans l'ensemble du pays, nous avons recruté 121 membres dans le secteur de la santé, 76 dans les services sociaux, 24 dans les loisirs, 24 dans l'éducation postsecondaire et 39 dans les bibliothèques. De plus, nous avons protégé 250 membres d'une unité de négociation du SCFP contre une tentative de maraudage par la CLAC. Nous souhaitons la bienvenue à nos nouveaux membres dans la famille du SCFP.

Nous menons présentement 31 campagnes actives qui, si elles réussissent, feront grossir les rangs du SCFP de 2 715 nouveaux membres. Devant les commissions des relations de travail de tout le pays, nous avons sept projets visant 218 nouveaux membres qui attendent la tenue de votes d'accréditation. De plus, deux projets de restructuration législative toucheront un nombre indéterminé de membres du SCFP. Nous ne connaissons pas les chiffres avant d'aller devant la Commission des relations de travail, car trois employeurs et plusieurs syndicats sont visés par l'une des restructurations. En outre, cinq unités de négociation représentant 1 049 membres sont menacées de maraudage ou de désaccréditation.

Nous avons mis fin à 10 campagnes qui représentaient un potentiel de 361 nouveaux membres, car l'intérêt était trop faible.

## **In memoriam et notes personnelles**

### **Messages de condoléances**

J'offre mes sincères condoléances aux familles des membres, employés et retraités qui sont décédés ou qui ont perdu un être cher pendant la période visée par le présent rapport.

### **Membres**

- Daphne Sandoval Membre de la section locale 966 – Ontario
- Michel Patterson Membre de la section locale 831 – Ontario
- Gabe Kukuric Membre de la section locale 5191 – Ontario
- Kathy Schmidt Membre de la section locale 7575 – Ontario
- Lisa Balanowski Présidente de la section locale 3166 – Ontario
- Bob Thompson Membre de la section locale 1022 – Ontario
- Wayne Harland Membre de la section locale 500 – Manitoba
- Ryan Thomas Grey Membre de la section locale 2800 – Alberta
- Don Slobinyk Membre de la section locale 30 – Alberta
- Ben Melong Membre de la section locale 30 – Alberta
- Michael Lanier Président de la section locale 1936 – C.-B.
- Bill Dobbyn Membre de la section locale 459 – C.-B.
- Brenda Coombs Membre de la section locale 15 – C.-B.
- Bob White Ancien président – Congrès du travail du Canada

### **Membre à la retraite**

- Doug Kingston Membre de la section locale 1252 – N.-B.

